

Les commissions Intercommunales et Communales d'Accessibilité

Cadre législatif, Enjeux et stratégies

Le cadre réglementaire : l'article L 2143-3 du Code général des collectivités territoriales

- Cette instance a été introduite par l'article 46 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- La loi donne un cadre législatif aux commissions extra municipales qui fonctionnaient déjà dans de nombreuses municipalités : elle précise ses missions et les rend obligatoires
- Ces dispositions sont applicables de suite (pas de décret nécessaire)

Une première distinction à effectuer

- Les instances
 - Les instances de pilotage politique
 - Les commissions communales et inter communales d'accessibilité (CCA – CIA) pour les communes et inter communes de plus de 5000 habitants
 - Le CDCPH (Conseil Départemental Consultatif des personnes handicapées)
 - Les instances administratives :
 - Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

Deux instances différentes pour l'accessibilité

- **Depuis la loi du 11 février 2005**
 - **Mise en place **obligatoire** de commissions communales ou intercommunales pour l'accessibilité**
 - Instance de concertation
 - **CCDSA (commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité)**
 - Donne un avis consultatif sur le respect de la réglementation relative à l'accessibilité du cadre bâti
 - avant la délivrance de l'autorisation de travaux, compris les éventuelles dérogations demandées
 - **Les visites d'ouverture sont remplacées par une attestation de conformité obligatoire pour tous les travaux bénéficiant d'une autorisation**

code général des collectivités territoriales:
article L 2143-3

Création obligatoire de la CIA/CCA pour:

- **Les EPCI:**
qui exercent une compétence en matière de transport ou d'aménagement du territoire et qui regroupent 5000 h et plus
- **Les communes de 5000 h et plus**
- **L'article L 2143-3 du Code général des collectivités territoriales demande à veiller à l'articulation des CCA et des CIA.**

○ **Les principaux:**

- Communauté urbaine (CU)
- Communauté d'agglomération (CA)
- Communauté de commune (CC)
- Syndicat d'agglomération (SA)

○ **Autres:**

- Syndicats à vocation multiple ou unique
(SIVOM-SIVU)

Cadre législatif : évolution du contexte de la représentation

CCA : ce que dit la loi...

Type	Hab	Compétences obligatoires	Obligation de créer une CIA
CU	>500 000 habitants	<ul style="list-style-type: none">• Politique de la ville• Aménagement de l'espace• Équilibre social de l'habitat• Développement économique	Oui
CA	> 50 000 habitants	<ul style="list-style-type: none">• Transports urbains• logement• Urbanisme	Oui
CC		<ul style="list-style-type: none">• Développement économique• Aménagement de l'espace	Oui si plus de 5000 habitants
SAN		<ul style="list-style-type: none">• Multi compétences possibles	Oui si : <ul style="list-style-type: none">• >5000 habitants• Compétence transport et aménagement de l'espace

CCA : ce que la loi...

CCA/CIA obligatoire

Toutes les communes isolées dont la population est égale ou supérieure à **5000 hab.**

EPCI dont la population est égale ou supérieure à **5000 hab.** et qui ont la compétence transport **ou** aménagement de l'espace

Le maire
préside la
commission
et arrête la
liste de ses
membres

La
commission
est présidée
par l'un des
maires. Ils
arrêtent
conjointement
la liste de ses
membres

La
commission
est présidée
par le
président de
l'EPCI

CCA/CIA non obligatoire

Les communes dont la population est égale ou supérieure à **5000 Hab** intégrées dans un EPCI qui a créé une CIA

Les communes isolées dont la population est inférieure à 5000 hab.

Les communes isolées quelque soit leur taille, qui souhaitent se regrouper peuvent créer une CIA

Quelle composition ?

○ **Au minimum... (liste non limitative)**

- Des représentants de la commune ou des communes dans le cas de commissions intercommunales
- Des associations d'usagers (concernés par la question de l'accessibilité)
- Des associations représentant les personnes handicapées (toutes les catégories de handicap)

Quelles missions ?

○ **Les missions explicites...**

- Dresser un constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports
- Établir un rapport annuel présenté au(x) conseil(s) municipal(aux) et faire des propositions utiles pour améliorer l'existant
- Organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles

Quelles missions ?

○ **Les autres missions ...**

- Élaborer ou donner un avis sur les schémas directeurs d'accessibilité (pour le 12 février 2008) pour les services publics de transport
- Élaborer le plan d'aménagement de la voirie et des espaces publics pour le 23 décembre 2009

L'état des lieux sur le degré d'accessibilité

Qu'est-ce que cela concerne ?

- Cadre bâti
- Voirie
- Espaces publics
- Transports

L'état des lieux sur le degré d'accessibilité

POURQUOI?

- Accessibilité en 2015
- Répondre à une demande sociale
- Anticiper le vieillissement de la population
- Favoriser l'intégration de tous

L'état des lieux sur le degré d'accessibilité

PAR QUI? Responsabilité des élus

Comment ? Articulation des savoirs citoyens et des savoirs techniciens

- Techniciens de la collectivité
- Organismes spécialisés
- **La personne en situation de handicap experte de sa quotidienneté : pour une expertise partagée**

L'état des lieux sur le degré d'accessibilité

COMMENT?

- Relevés de terrain
- Entretiens et enquêtes
- Analyse accidentologie
- Types d'obstacles (permanents ou ponctuels)

LE RECENSEMENT DES LOGEMENTS

- Importance de la participation des bailleurs sociaux
 - Attention à se muer en « comité de pilotage du recensement », et non en cheville ouvrière

Obligations d'une CIA/CIA

- Présentation d'un rapport annuel au conseil municipal**
- Remise du rapport au :**
 - **Préfet**
 - **Président du CG**
 - **CDCPH**
 - **Responsables des bâtiments concernés**

Quels enjeux ?

I - LES ENJEUX A MINIMA

- **Une conception élargie de l'accessibilité: l'accès à tout pour tous**
- **La reconnaissance de la personne en situation de handicap comme experte de sa quotidienneté**
- **Un instrument d'une politique locale...**
 - C'est donc l'occasion de questionner les politiques publiques locales développées en faveur de l'accès à tout pour tous au regard des besoins des personnes en situation de handicap :
 - Accès à la chaîne de déplacement (modes de transport, voirie, etc...), aux espaces et services publics, à l'éducation, au logement, etc...
 - Fixer un programme pluriannuel (fixant les priorités) permettant de combler les écarts constatés
 - Coordonner les actions communales /intercommunales par une veille transversale

**Autorité
Publique
(Elus)**

**Inventaires
des actions
des autorités..**

**Inventaire des
besoins des
personnes
handicapées**

**Compilations,
analyses et
priorités**

**Programme
d'action
politique**

**Adoption du
programme
d'action**

**Associations
représentatives
des personnes
handicapées
(mandatés)**

Quels enjeux ?

I - Les enjeux *a minima*

○ **Un enjeu de démocratie locale**

- Il s'agit là d'une instance de concertation* locale associant tous les acteurs
- Veiller à la réelle élaboration d'un rapport annuel présenté au Conseil municipal, et transmis au Préfet, Président du Conseil général, au CDCPH et à tous les responsables de bâtiments concernés.

○ **La promotion d'une culture**

- Elle doit également mobiliser, au delà des acteurs habituels, d'autre partenaires pour faire avancer la culture de l'accès à tout pour tous

* *A ne pas confondre avec la commission communale découlant des Commission consultative de sécurité et d'accessibilité qui ont une mission de « contrôle » des dossiers de permis de construire*

Quels enjeux ?

II-Les enjeux liés au développement durable

- Promouvoir une idée-force: les aménagements liés au handicap relèvent d'une démarche de développement et d'aménagement durable (thème de l'accessibilité universelle, Ministère, Politiques publiques de promotion d'Agenda 21 locaux, etc.)
- Instituer la commission communale d'accessibilité comme l'instance représentative vis à vis des autres dispositifs (PDU, PLU, PLH, Comité d'utilisateurs du service public, etc.)

Quels enjeux ?

II-Les enjeux liés au développement durable

- Dans cette optique: instituer la commission communale d'accessibilité comme l'instance représentative vis à vis d'une démarche Agenda 21
- Objectiver et faire un point régulier sur l'état d'avancement des CIA/CCA (au moins un point annuel grâce au rapport qui doit être présenté au Conseil municipal)

Les conditions de la réussite

Les conditions de la mise en œuvre d'une politique d'accessibilité universelle

- Volonté politique
- Une méthodologie de concertation
- Travail partenarial
- Chargé de projet
- Programme et plan d'action
- Suivi et évaluation
- Rôle des associations

Cadre général d'intervention

Axes

Orientations

Concertation

- Consultation
 - CDCPH
 - CCA
- Collaboration
 - Partenariat avec les acteurs de la cité

2 Accessibilité architecturale

- Municipale
 - Locaux
 - Trottoirs et signalisation
 - Stationnement
 - Espaces verts
- Commerces et services
 - Locaux
- Logement

3 Participation sociale

Axes

Orientations

Champs d'application

- | Axes | Orientations | Champs d'application |
|-------------------------|--------------|---|
| 3 Participation sociale | • Sécurité | • Sécurité incendie
• Sécurité policière |
| | • Transports | • Transport adapté
• Transport en commun |
| | • Emploi | • Directs
• Sous traitance |
| | • Loisirs | • Sport
• Arts et Culture
• Tourisme |

4 Communication Formation

- | | | |
|---------------------------|-------------------|--|
| 4 Communication Formation | • Sensibilisation | • Employés municipaux
• Commerçants
• Population |
| | • Formation | • Employés municipaux |
| | • Informations | • Médias |

○ Les points de vigilance

- L'accessibilité des lieux de concertation
- Une composition élargie et un fonctionnement ouvert aux habitants
- Reconnaissance de la personne comme experte de sa quotidienneté comme « *usagers du cadre de vie municipal* »
- La fréquence régulière des réunions
- L'identification d'un interlocuteur de la mairie

- Les points de vigilance
 - L'établissement et la validation de compte-rendu
 - L'établissement d'un rapport annuel présenté au conseil municipal et transmis au Préfet, président du Conseil général, CDCPH et responsables de bâtiments concernés
 - Une programmation pluriannuelle des aménagements

